



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA
LEGALITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la
Protection des Milieux**

Affaire suivie par : Jean-Luc CORONGIU

Tél: 04.84.35.42.72

Dossier 2020-418-MED

jean-luc.corongiu@bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le

30 DEC. 2020

**Arrêté n° 2020-418-MED portant mise en demeure
à l'encontre de l'Assistance publique des hôpitaux de Marseille (APHM) pour l'hôpital de
la Timone à Marseille (13005)**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,**

Vu le Code de l'Environnement notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5;

Vu l'arrêté préfectoral n° 248 – 2009 A du 01/07/2010 autorisant l'APHM à exploiter diverses installations classées au sein de l'Hôpital de La Timone à Marseille 5^e ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 4 novembre 2020 ;

Vu le courrier de transmission du rapport de l'inspection de l'environnement à la Directrice des services techniques de l'APHM en date du 4 novembre 2020 ;

Considérant que lors de la visite en date du 29/05/2020, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que :

- le plan des réseaux humides du site n'est pas à jour suite aux modifications apportées sur le site.
- L'exploitant n'a pas pu justifier l'entretien régulier des dispositifs de traitement des eaux ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 4.2.2 et 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 01/07/2010 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'établissement APHM de respecter les prescriptions des articles 4.2.2 et 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 01/07/2010 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRETE

.../...

ARTICLE 1 -

L'établissement APMH exploitant diverses installations classées au sein de l'Hôpital de La Timone sis au 264 rue Saint-Pierre - Marseille 5 est mis en demeure de respecter les dispositions des articles 4.2.2 et 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 01/07/2010 en réalisant les actions suivantes :

- au plus tard le 31 janvier 2021, transmettre à l'inspection des installations classées les éléments justifiant l'entretien des dispositifs de traitement primaire des hydrocarbures.
- au plus tard le 31 mars 2021, transmettre à l'inspection des installations classées les plans des réseaux des effluents liquides mis à jour ;

ARTICLE 2 -

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

ARTICLE 4

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture
- Madame le Maire de la commune de Marseille
- Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille le **30 DEC. 2020**

Le Secrétaire Général Adjoint



Matthieu RINGOT